



## **Troupes russes hors d'Ukraine ! Droit du peuple ukrainien à disposer de lui-même ! Halte aux puissances impérialistes de l'Otan qui transforment en dollars le sang des travailleurs et des peuples !**

*Le 24 février 2022, après huit ans de conflit larvé, les chars russes franchissaient la frontière ukrainienne. Deux ans de terribles destructions humaines et matérielles, de déplacements de millions de personnes. Sans qu'on voie la fin de cette guerre.*

*Une guerre qui s'est accompagnée d'une répression féroce à l'intérieur de la Russie : si l'assassinat d'Alexeï Navalny est le plus médiatisé, ce sont des centaines d'opposants et opposantes à la guerre qui ont été enfermés et jetés dans les prisons de Poutine. Malgré cela, les voix continuent à se faire entendre contre cette sale guerre, comme ces femmes de soldats qui manifestent chaque week-end.*

### **Ceux qui ont intérêt à faire durer la guerre**

L'invasion de l'Ukraine est intervenue dans un cadre de concurrence impérialiste de la Russie avec l'Occident, les États-Unis en tête, suivis de ses sous-fifres européens dont la France. Sous prétexte d'aide à l'Ukraine, les budgets militaires des pays européens ont explosé, au profit de leurs fournisseurs d'armement. Des milliers de soldats, français, britanniques, américains, ont été déployés à l'est de l'Europe, notamment en Roumanie. Loin d'aider le peuple ukrainien, les États impérialistes occidentaux ne font qu'accroître les risques de généralisation du conflit. Car ce qui compte, pour eux, c'est avant tout de défendre les intérêts de leurs capitalistes ! Comme les autres membres de l'Otan, la France de Macron et son industrie d'armement y ont gagné leur part. Une enveloppe globale de 413 milliards sur sept ans est prévue pour l'armée française. Après quoi Bruno Le Maire nous annonce qu'il va falloir faire 10 milliards d'économies sur l'école et les hôpitaux afin de boucler son budget.

Après avoir financé largement l'armée de Zelensky pendant deux ans, le Congrès américain bloque tout financement de l'armée ukrainienne depuis deux mois. Après tout, le régime de Poutine reste un pilier de l'ordre impérialiste – les ouvriers biélorusses (en 2020), kazakhs (en 2021-2022) et les classes populaires syriennes (en 2015) en ont fait les frais.

Et tous sont déjà depuis plus d'un an dans les starting-blocks de la course à la future reconstruction de l'Ukraine. Aujourd'hui le futur marché de la reconstruction est évalué entre 500 et 600 milliards.

### **La défense de l'Ukraine, par les travailleurs et avec leurs propres armes**

Entre un Poutine voulant lui imposer sa dictature, les loups occidentaux à l'affût des marchés et ses propres capitalistes, le peuple ukrainien ne peut compter pour se défendre que sur lui-même. Les troupes russes occupent presque 20 % du territoire.

De son côté, le régime de Zelensky s'appuie sur le grand capital occidental, sur les couches privilégiées de la bourgeoisie ukrainienne aussi, dont des capitalistes qui ont longtemps oscillé entre l'appui de la Russie ou l'appui de l'UE, et voient désormais plus d'opportunités pour leurs affaires du côté du camp occidental. La solution ne peut pas venir de ces ennemis des travailleurs mais de l'irruption des masses ouvrières sur l'arène politique, en toute indépendance des bourgeoisies nationales.

- En Russie, nous affirmons notre solidarité totale avec tous les militants et militantes qui s'opposent au régime de Poutine. Nous exigeons la libération de tous les manifestants et manifestantes emprisonnés.

- En Ukraine, nous affirmons notre solidarité avec toutes les luttes ouvrières, contre l'utilisation de la guerre par le gouvernement pour limiter les droits ouvriers et démocratiques.

- Ici en France, nous disons : Non à la hausse des budgets militaires ! Non aux ingérences impérialistes : retrait des troupes de l'Otan de l'est de l'Europe et du monde !

### **Ne pas recruter : l'objectif de la direction**

Le sous-effectif est un problème récurrent dans beaucoup de services. A la clientèle du Pecq, chaque équipe attend parfois des années que les remplaçants soient recrutés.

La réorganisation n'a rien changé. On dirait que la direction attend que la situation soit catastrophique... ou que la pression soit plus forte sur les collègues de Montgeron pour qu'ils postulent ? En tout cas, c'est nous qui souffrons de la situation, à nous de dire STOP !

### **Accident mortel, communication patronale**

A chaque accident, le même refrain. Pour Suez, c'est le comportement des ouvriers qui est en cause.

Le 29 janvier 2024, un collègue indien est mort en travaillant dans un poste de vanne d'eau potable. Dans la communication, aucune mention des conditions de travail. Quelle était leur charge de travail ? Etaient-ils en sous-effectifs ? Avaient-ils le matériel nécessaire ?

Quelles que soient les circonstances concrètes, il y a encore eu un mort pour les profits de Suez.

### **Le green business des notations**

Sabrina Soussan s'est réjouie de la notation décernée à Suez par CDP, une organisation publiant des soi disant données sur l'impact environnemental des entreprises. Elle y voit la reconnaissance d'une « démarche de transparence en matière de développement durable ». Suez a reçu la note A-pour « son action en faveur du climat et sa gestion de l'eau ». TotalEnergie avait reçu la même note l'année dernière... Comme gros pollueur, difficile de trouver mieux !

### **Ce que « préfèrent les smicards », c'est 400 euros d'augmentation et 2 000 euros net par mois !**

Accueilli par des huées et des bousculades, Macron a inauguré avec plusieurs heures de retard un Salon de l'agriculture investi par les CRS : accepter les demandes des capitalistes qui dirigent la FNSEA n'a pas calmé la colère des petits paysans qui, eux, ne sont pas des capitalistes.

Le même jour, la Une du journal La Marseillaise citait Macron lors d'une rencontre à l'Élysée : « Les smicards préfèrent téléphones et abonnements VOD plutôt qu'une alimentation saine. » On ne sait pas de qui ressort le plus dans ces propos : la morgue ou la bêtise...

Un certain nombre de « smicards » sont obligés de sauter un repas sur deux : sûr que ce n'est pas une façon très saine de s'alimenter ! Et donc, ce que « préféreraient les smicards », c'est ne pas se demander dès le 10 comment finir le mois ; c'est un

Smic à 2 000 euros net, entre autres pour pouvoir se nourrir « sainement ».

De bonnes raisons de joindre nos colères à celle des petits paysans !

### **Des coupes claires qui s'en prennent aux classes populaires**

Bruno Le Maire, le ministre de l'Économie, a annulé 10 milliards d'euros sur les attributions budgétaires. La « transition écologique », les aides à l'acquisition de logement, la PrimRénov sont touchées. Mais c'est surtout l'Éducation nationale (700 millions), l'Enseignement supérieur et la recherche (900 millions) qui sont le plus atteints.

Il paraît qu'il faudrait faire des économies ? Que le gouvernement commence par supprimer les 75 milliards d'euros que coûtent au budget les exonérations de cotisations sociales faites aux patrons. Et qu'il puise dans les 97 milliards versés aux actionnaires du CAC 40. De l'argent, il y en a : dans les caisses du patronat !

### **Transmanche : un important réseau de passeurs démantelé**

Dix-neuf personnes, qui ont facilité plus de 50 passages vers l'Europe de migrants du Moyen-Orient et d'Afrique de l'Ouest, ont été arrêtées en Allemagne lors d'un coup de filet après un an et demi d'enquête des autorités françaises, belges et allemandes. Il y a certes de petits truands qui s'enrichissent sur le dos des migrants en leur vendant à prix d'or un espoir de passage sur de vieilles embarcations de fortune ou autres conditions de transport dangereuses : des gens méprisables. Mais il y a au-dessus les gouvernants qui ferment les frontières, qui construisent des murs et ont les navires de Frontex pour faire la chasse aux migrants et les laisser mourir en Méditerranée : les vrais criminels. Une seule solution : ouvrir les frontières et garantir aux migrants le libre droit de bouger et de s'installer là où ils le souhaitent.

### **L'Agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens « a atteint un point de rupture »**

C'est ce qu'explique son président dans une lettre au président de l'ONU. Cette agence emploie 30 000 personnes dans les territoires occupés, au Liban, en Jordanie et en Syrie, pour gérer les écoles et hôpitaux pour la population palestinienne et les réfugiés.

Depuis le début de la guerre de Gaza, Israël accuse – sans apporter de preuve – 12 salariés de l'Agence d'avoir participé à l'attaque du Hamas du 7 octobre. Seize pays occidentaux, États-Unis en tête, ont aussitôt utilisé ce prétexte pour couper leur financement. Silence, on massacre...